

AMNESTY INTERNATIONAL

AILRC-FR

21 janvier 2016

Déclaration conjointe sur la visite du Conseil de sécurité de l'ONU au Burundi

La visite du Conseil de sécurité de l'ONU au Burundi est l'occasion de relancer les efforts visant à enrayer la crise des droits humains que connaît le pays. Les organisations signataires de ce document demandent aux membres du Conseil qui se rendent au Burundi le 21 janvier d'inciter le gouvernement à fixer une date pour la reprise des pourparlers et à tout faire pour empêcher la détérioration de la situation des droits humains. L'insécurité au Burundi pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la paix et la stabilité de toute la région des Grands Lacs.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), au moins 439 personnes ont été tuées depuis le début de la crise en avril 2015. Le 12 décembre 2015, des dizaines de cadavres ont été découverts à Bujumbura dans les rues de quartiers considérés comme acquis à l'opposition. Les forces de sécurité ont en effet mené des opérations de ratissage dans ces quartiers, en réaction aux attaques lancées par les groupes rebelles contre trois sites militaires à Bujumbura et un autre au Bujumbura-rural le 11 décembre 2015.

Le 15 janvier, le haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Raad Al Hussein, a alerté face à l'aggravation de la crise qui se traduit par de nouvelles vagues de violations des droits humains, notamment des « cas de violences sexuelles imputables aux forces de sécurité, et l'augmentation des cas de disparitions forcées et d'actes de torture ». Le haut-commissaire a également mentionné les graves allégations selon lesquelles la langue était utilisée comme facteur de clivage ethnique lors des opérations de ratissage menées par les forces de sécurité après les attaques du 11 décembre dans les quartiers de l'opposition. En outre, selon des informations cohérentes émanant d'organisations de défense des droits humains, les *Imbonerakure*, jeunesse du parti au pouvoir, ont pris part à ces opérations.

Le gouvernement du Burundi est confronté à de grandes difficultés en termes de sécurité, tandis que l'opposition armée s'organise. Nous appelons le gouvernement et les groupes armés d'opposition à mettre fin immédiatement aux violations des droits humains, et à entamer des pourparlers solides et ouverts à tous en vue de résoudre la crise et d'ouvrir la voie à une paix durable et à la stabilité au Burundi.

Les membres du Conseil de sécurité doivent inciter le gouvernement du Burundi à prendre les mesures nécessaires en vue de mettre un terme à l'impunité dont jouissent ses forces de sécurité, en traduisant en justice dans le cadre de procès équitables toutes les personnes dont la responsabilité pénale serait engagée et en faisant cesser les disparitions forcées, la torture et les mauvais traitements. Par ailleurs, les autorités burundaises ne doivent pas répondre de manière disproportionnée aux attaques armées visant des cibles militaires. Enfin, les membres du Conseil de sécurité doivent soulever la question de la participation des *Imbonerakure* aux opérations de ratissage menées par les forces de sécurité.

La lenteur du processus de médiation contribue à détériorer la situation des droits humains et de la sécurité, et ce sont les citoyens burundais qui en paient le prix fort. Les tentatives de médiation initiées par l'Ouganda et la Communauté d'Afrique de l'Est sont au point mort et n'ont pas amené les parties prenantes au Burundi à entreprendre de faire face à cette crise. Nous encourageons le Conseil de sécurité à coordonner ses actions avec l'Union africaine (UA), et encourageons l'UA à intensifier son action dans les efforts de médiation.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit engager les deux camps à nouer le dialogue, seul moyen de briser le cycle de violence et d'éviter que la crise ne s'aggrave au point de dégénérer en un conflit régional et ethnique.

Amnesty International

CIVICUS

ISS

PALU

Oxfam

Institute for Justice and Reconciliation

CARD – Ghana

Nouveaux Droits de l'Homme

Accord for Development

RADDHO

COSOME

FTFM – Tunisia

Uhai

MOLI/CCFAU

Mouvement Lumière et Justice (MLJ)

HURIDOCs

TJN – Africa

COSLAC

FUTURA

Fin